

Subdivision du
Personnel

PERS-MTH

N° 13 MTH

Clt P 3 a

Paris, le 15 Février 1945

Monsieur le Chef de la Division du Service Général
(PERS) - (SRA)
Messieurs les Chefs d'Arrondissement et Assemblées,

Je constate que certaines fiches individuelles "Réintégration d'un agent du Cadre Permanent" ne sont pas établies conformément à ma lettre N° 124 MTH du 29.1.1944.

Dans la rubrique "Réintégration", la catégorie à laquelle le appartient l'agent est a, b, c ou d s'il s'agit de l'application de la lettre P 1134 : cette indication obligatoire n'y figure pas toujours.

Si l'agent est réintégré en vertu de la lettre P 1221, il faut inscrire "Application de la lettre P 1221 du 26.10.1944" après l'accolade "mesure bienveillante - autre motif".

Enfin, je rappelle que sur les documents destinés à d'autres Services, - comme dans le cas particulier où des exemplaires de cette fiche sont adressés au Service Central P, au Service des Retraites et à la Direction Régionale -, il ne doit pas être fait mention des Nos de transmissions intérieures particulières au Service MT que les Services extérieurs ignorent; on remarque cependant sur certaines fiches, des annotations de ce genre "Application de la lettre 488 PA4 du 1.1.44" alors que la seule référence "Application de la lettre P 1221 du 26.10.1944

était à indiquer.

D'autre part, il convient de noter que si la date de révocation d'un agent réintégré est antérieure à la mise en service des fiches mod. 3 P 9 du fichier général d'information détenu par la Subdivision du Personnel (Bureau B), les Arrondissements doivent joindre toujours une fiche mod. 3 P 9 à la fiche de réintégration destinée à ladite Subdivision.

Veillez donner les instructions en conséquence et veiller à ce que les imprimés soient remplis comme prévu.

Le Chef de la Subdivision
du Personnel,
Signé : KUEFFER.

LT/HG

N° 615/19

Copie transmise à 5 Chefs pour prendre note de ces précisions et veiller à l'établissement correct des fiches.
Le point "A" concerne mon bureau

Copie à : Personnel.

Cellule 1
Cellule 2
M. LUCOT

2 exemplaires, dont 1 à M. PERRIN, pour agir de même. (Noter A) et s'assurer que les fiches sont correctement établies.

Noisy-le-Sec, le 21 Février 1945
Le Chef du 1er Arrondissement
du Matériel,

Signé : Richard

Paris, le 10 Février 1945

Messieurs les Chefs de Division,
Subdivision,
d'Arrondissement,
et assimilés,

Certains agents prisonniers de guerre, en congé de captivité, qui, à l'époque de la retraite allemande, avaient reçu de leurs chefs d'établissement le conseil de prendre leurs dispositions pour échapper aux recherches de l'occupant, n'ont pu, de ce fait, être présents au moment de la reprise du travail dans leur établissement aussitôt la libération.

Je vous prie de me signaler les cas de l'espèce - ils ne doivent pas être très nombreux - pour nous permettre de les examiner et au besoin de les soumettre à DR/2. Vous voudrez bien me préciser :

- la date à laquelle l'agent aurait dû reprendre son service après la libération,
- la date à laquelle il l'a effectivement repris,
- son lieu de refuge,
- les conditions dans lesquelles l'intéressé a rejoint sa résidence,
- le cas échéant, pourquoi il ne s'est pas mis à la disposition d'un établissement MOF,
- tous renseignements de nature à expliquer son absence,
- comment a été régularisée son absence, régime de solde ou d'allocation qui lui a été appliqué.

P. le Chef de la Subdivision
du Personnel,
Signature.

LT/HR

N° 529/19

Copie transmise à 5 Chefs, pour le cas échéant, s'adresser la liste des intéressés, avec les renseignements demandés. Réponse même néant

Copie à Personnel (2 exemplaires dont 1 à M. PERRIN, pour transmettre à GAF, en ce qui concerne les agents des Ateliers de Noisy-le-Sec, les renseignements demandés, en se rapprochant du Peintage, si besoin est).

Cc. ie à : Cellule 1
Cellule 2) pour renseigner PARS.

M. LUCOT

Noisy-le-Sec, le 20 Février 1945
Le Chef du 1er Arrondissement
du Matériel,

Paris, le 10 Février 1945

MT/E

Subdivision
du Personnel

PERS / MTH

N° 9 MTH

Clé P 3 a

Monsieur le Chef de la Division
du Service Général

(PERS)

(SRA)

Messieurs les Chefs d'Arrondissement
et assimilés,

Par lettre N° 425 PA 4 du 30 Novembre 1944, relative aux agents encore internés en Allemagne comme prisonniers civils et qui, ayant été licenciés ou révoqués pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle, sont à réintégrer d'office (lettres P 1134 et P 1162 des 14 et 30 septembre 1944 de M. le Directeur du Service Central P), je vous ai demandé de m'aviser de la réintégration des intéressés, dès leur reprise effective de service.

Or, il apparaît nécessaire, afin de suivre la situation administrative de ce personnel, d'établir dès maintenant la fiche de réintégration prévue par ma lettre N° 124 MTH du 29.12.44 et d'appliquer les dispositions de cette lettre comme si l'agent était réintégré effectivement.

Il y aura lieu d'indiquer sur cette fiche et sur la liasse L 3 P 40, à la rubrique "date de réintégration" la mention :

"pour ordre - Agent encore incarcéré".

Les fiches de gestion mod. 3 P 1 - 3 P 2 - 3 P 3 devront être mises à jour et la période d'incarcération avec paiement d'allocation devra être indiquée comme le prescrivait les instructions pratiques N° 3 P 1 B et 3 P 3 SG.

Sur la fiche mod. 3 P 9, il conviendra d'indiquer, au crayon, la date d'incarcération (col. "date") et la mention "incarcéré avec allocation" (col. "Résidence") puis, sur la ligne suivante, la mention "Réintégré pour ordre - Encore incarcéré" (col. "Résidence").

Les fiches mod. 3 P 1 et 3 P 3 seront à mettre en classement spécial (Rubrique IC) jusqu'à la reprise effective de ces agents; la date de cette reprise sera signalée au moyen d'une nouvelle fiche de réintégration établie en 7 exemplaires et comportant, en regard de la date de reprise effective, la mention ci-après : "cet agent a été réintégré pour ordre le ..." (date d'envoi de la liasse fiche pour reprise fictive).

Le Chef de la Subdivision
du Personnel,
Signature.

LT/MS
N° 518/19

COPIE transmise à 5 CHEFS,

pour exécution.

Noisy-le-Sec, le 16 Février 1945
Le Chef d'Arrondissement
du Matériel,

COPIE à : Personnel (2 ex. dont 1 à M. PERRIN, pour exécution).
Cellule 1 { pour suivre et opérer comme prescrit.
Cellule 2 {
M. LUCOT.

NOISY, le 16 Février 1945

Signé: BIRQUET

N° 512 PA 4

PARIS, le 19 Janvier 1945

Messieurs les Chefs d'Arrondissement,

Vous avez déjà reçu des listes d'agents révoqués à réintégrer, en exécution des dispositions de la lettre P.1221 du 26-10-44 et vous en recevrez d'autres, à une cadence subordonnée à l'avancement des travaux de la Commission Régionale mixte de révision des sanctions ; je vous fais connaître également les décisions de révocation maintenues au fur et à mesure qu'elles me parviennent de la Direction Régionale.

En ce qui concerne les agents à réintégrer, vous recevrez incessamment des instructions émanant du Service Central du Personnel précisant toutes les conditions de la réintégration mais d'ores et déjà, je précise que la remise au travail est subordonnée à une visite médicale favorable ; il y a donc lieu de convoquer les intéressés pour cette visite ; les instructions précitées vous donneront la marche à suivre pour les cas d'incapacité physique totale ou partielle.

Vous pourrez remettre au travail ceux qui seront aptes physiquement, mais, sans tarder, vous demanderez à l'Administration compétente, l'extrait N° 2 de leur casier judiciaire ; vous vérifierez, lors de la réception de ce document, qu'il ne comporte pas de condamnation infamante (abstraction faite, bien entendu, de la condamnation qui a pu motiver la révocation, même si elle est intervenue après cette dernière), c'est-à-dire des condamnations pour des faits postérieurs et sans rapport avec ceux qui ont motivé la révocation. En réadmettant les intéressés, vous leur ferez part de ce qui précède et vous leur demanderez de signer une déclaration certifiant qu'ils n'ont pas encouru de condamnation entachant l'honneur et la probité (sauf l'exception précitée), faute de quoi leur cas serait revu.

On ne soumettra pour appréciation les casiers judiciaires qui comporteraient de telles condamnations. J'ajoute qu'il est inutile de demander ce document pour les agents qui ont été révoqués depuis le 1er Juillet 1944.

P/Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
signé : KEUFFER.

GT/GY

Copie à : 5 Chefs.

N° 230/19

Les demandes de visite médicale vous seront adressées par mes soins pour convocation des intéressés dont la remise au travail ne devra avoir lieu qu'à la réception d'un résultat favorable.

(Revoir ma transmission N° 106/19 du 16-1-45 de la lettre N° 41 du 5-1-45 de la DRE).

NOISY-le-SEC, le 25 Janvier 1945
Le Chef du 1er Arrondissement
du Matériel,

Copie à : Personnel (2 ex.), dont 1 à M. PERRIN,
Cellule 1
Cellule 2
M. GOUSSET
M. LUCOT.

NOISY-le-SEC, le 25 Janvier 1945
Le Chef du 1er Arrondissement
du Matériel,

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1^{ère} Division

P. 1289

Messieurs les Directeurs des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

La question se pose de savoir comment doivent être traités les agents prisonniers de guerre évadés ou mis en congé de captivité qui ont abandonné volontairement leur service à la S.N.C.F. et qui le reprennent après la libération du territoire.

Il s'agit:

- 1^o- des prisonniers évadés qui avaient été repris par la S.N.C.F. en zone Sud mais qui l'ont quittée ultérieurement afin de se rapprocher de leur famille installée en zone Nord;
- 2^o- des agents mis en congé de captivité qui étaient occupés avant la guerre en zone Sud, que la S.N.C.F. a remis obligatoirement en zone Nord à leur retour, et qui ont quitté leur nouveau poste pour passer en zone Sud où ils n'ont pas été remis en service:

Ces agents ne bénéficieront pas d'un rappel de solde.

Ils pourront, s'ils le désirent, cotiser à la Caisse des Retraites pour la période pendant laquelle ils auront cessé leur service mais à charge pour eux d'effectuer, outre les versements de 5 % correspondant à la part ouvrière, les versements de 12 % correspondant à la part patronale.

Si les intéressés le demandent, vous leur attribuerez une avance pour leur permettre d'effectuer ces versements.

Les droits à l'avancement en échelon ne seront pas interrompus mais il ne sera pas attribué de rappel de solde.

On tiendra compte, dans les notations prochaines, des aptitudes manifestées par ces agents avant leur interruption de service ainsi que de leur ancienneté.

Les droits au congé annuel, à la prime de fin d'année seront calculés au prorata du temps de service effectif pour l'exercice au cours duquel les intéressés reprendront leur service.

Copie à MM. BIGOT, LEFORT,
OUDOTTE, MONET.

Le Directeur,
signé: CAMBOURNAC

Copie à Monsieur BIGOT,

Ces dispositions sont également applicables aux agents prisonniers mis en congé de captivité qui étaient occupés avant la guerre en zone Nord, que la S.N.C.F. a remis obligatoirement en zone Nord à leur retour et qui ont quitté leur poste pour passer en zone Sud où ils n'ont pas été remis en service.

En d'autres termes, les prisonniers évadés et les agents en congé de captivité qui ont abandonné volontairement le poste où ils avaient été remis en service ne bénéficieront pas de rappel de solde.

Toutefois, ceux d'entre eux qui se sont agrégés à un organisme de résistance bénéficieront des dispositions de la lettre P. 1259 du 8 novembre 1944.

Paris, le 5 décembre 1944
L'Ingénieur en Chef,
Chef des Services Administratifs,
signé: MONET

MT/E
PERS

Paris, le 6 décembre 1944

N° 685 PA.1

Cl^t: P.3.a

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés,

Pour valoir instructions.

La lettre P. 1259 du 8.11.44 de M. le Directeur du Service Central du Personnel vous a été répercutée le 20.11.44 sous le N° 415 PA.4.

Des instructions ultérieures vous fixeront sur les enregistrements à effectuer sur les fiches de gestion des intéressés.

P. le Chef du Service
du Matériel & de la Traction,

OUDOT

Monsieur le Chef du ML 1

Suite à transmission P.4027/15 CC du 12-12-44 de la lettre N° P.1289 du 21-11-44 de M. le Directeur Général.

OBJET: Traitement administratif des Prisonniers de guerre évadés ou mis en congé de captivité qui ont abandonné volontairement leur service à la S.N.C.F.

Aucun agent de l'Entretien de l'OURCQ ne se trouve dans le cas envisagé.

P/L'Inspecteur Dre 2° Cl. des SA
Chef de l'Entretien OURCQ,

LT/BE

PANTIN, le 14 Décembre 1944

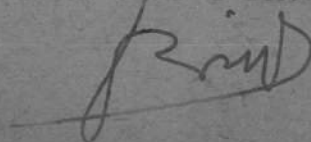
N° 415 P

Monsieur Le Chef du MLI à NOISY.

Suite à votre transmission n° P/4027/15 CC du 12 .12.44.

Je vous informe qu'aucun agent n'est visé par la transmission
rappelée ci-dessus, au Sous Entretien de Pantin.

Le Sous Chef d'Entretien



PARIS. IMP. LEPELLE, - Marché 103. Lot III. - 10/E 58187 - 6-41

MATÉRIEL ET TRACTION

DATE: 3-27-1962

Approuvé : _____

N° de code du Magasin secondaire	N° de commande ou de compte à débiter	Numéro de commande d'organe	N° de groupe de production	VÉHICULE			★	Type de véhicule (6.V. ou P.V.)	Régime de réparation
				Région	Série	Numéro			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)				(6)	(7)

[illegible]

(★) Case réservée à la Division du Matériel.

Lorsqu'il s'agit d'un Wagon particulier (W. P.) indiquer toujours dans la colonne 6 la lettre P (compte propriétaire) ou T (compte transporteur) suivant le cas.

VAIRES, le 13 décembre 1944.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région EST

Matériel et Traction

ML.J.
N° 646/P

Monsieur le Chef d'Arrondissement
du Matériel, à NOISY-le-SEC.

Suite à votre transmission n° P/4027/15 -CC
du 12 décembre 1944 relative aux prisonniers ayant abandonné
volontairement leur service à la S.N.C.F.

Aucun des agents de l'Entretien de Vaires n'est
intéressé par cette mesure.

L'Inspecteur des S.A.
Chef de l'Entretien de Vaires:



La Paronne le 13. 12. 1944

Monsieur le Chef d'Acquiescement

En réponse à votre transmission P/4027/15.CC
du 12 Décembre, je vous informe que nous
n'avons aucun agent intéressé par la
lettre P. 1289 du 21.11.44 du Service Central
du Personnel.

Inspecteur de P.M. des S.
Chef de l'Entretien

Louisy

NANCY, le 20 Octobre 1944

N° 622 PR 4768

Monsieur le Chef du Service MT.
PERS A

Réintégration de certains agents

Suite à votre communication N° 15172 du 11.10.44 ci-jointe en retour.

Je me permets de vous signaler que je ne possède sur les agents BEAUQUEL & CIVIE aucun autre renseignements que ceux que vous avez bien voulu indiquer dans votre communication susvisée :

BEAUQUEL a été révoqué au moment où il appartenait encore à la Circonscription de l'Entretien de CHALONS (ML1 à l'époque) et je n'ai aucune documentation en ce qui le concerne.

CIVIE a été révoqué en Mars 1940 alors qu'il avait été maté le 1.1.40 de CHALONS (ML1) à BELFORT qui était encore géré par ML2 au moment de la révocation. De même que pour BEAUQUEL, je ne possède à son égard absolument aucun document (voir à ce sujet mon transmis du 29.8.44 d'une note établie par l'Entretien de BELFORT pour répondre à votre lettre N° 386 PA 4 du 11.8.44) Je ne pourrais donc produire sur ces deux agents que des rapports incomplets. Les Arrondissements de NOISY & ROMILLY qui les avaient en charge au moment de leur départ me paraissent plus qualifiés à cet effet.

Le Chef d'Arrondissement
Signature

N° 15315

MLI

Prière d'adresser le plus tôt possible le rapport concernant BEAUQUEL demandé par ma communication 15.172 dont copie ci-jointe.

25.10.44

/Le Chef du Service du Matériel
et de la Traction
Signé : QUDOT

CC-

N° P/3439/15

Transmis à M. le Chef d'Arrondissement à Romilly.
Nous ne possédons plus les documents ayant trait à l'affaire BEAUQUEL.
Peut-être l'Entretien de CHALONS pourrait fournir les renseignements demandés s'il est encore en possession du dossier local.

Noisy-le-Sec, le 10 Novembre 1944.

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT
DU MATÉRIEL

Communication N° 15172 du 11 Octobre 1944 à SML NAN

parmi les agents qui ont été licenciés en vertu de la loi du 18.9.40, je ne vois à votre arrondissement que le cas du serrurier-ferreur BEAUQUEL Jules, Eugène, dit Paul, du Poste de REVIGNY, qui ressortisse au § I de la lettre P.II62.

BEAUQUEL a été licencié pour le motif suivant :
 "Attitude antinationale" - A formulé auprès des autorités allemandes des accusations reconnues fausses par ces dernières à l'encontre d'un chef de gare et d'un visiteur" - BEAUQUEL avait été mobilisé le 18.1.40 alors qu'il appartenait à l'Entretien de VAIRES; réadmis le 23.4.41 au Poste de REVIGNY, il fut suspendu le 19.8.41 à la suite de l'incident avec les autorités allemandes. Je vous prie de m'adresser à son sujet un rapport établi dans le sens indiqué au 2ème alinéa du § I.

Parmi ceux qui ont été révoqués pour des motifs politiques, je ne vois que le cas du nettoyeur CIVIE, Léon, Augustin, de l'Entretien de BELFORT, qui ressortisse au 3ème alinéa du § 22 de la lettre P II62, CIVIE a, en effet, été révoqué par décision du 11.9.40 de Monsieur le Directeur Général pour "Condamnation à 18 mois de prison et 1.000 Fr. d'amende pour publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'état d'esprit de l'Armée et des populations par jugement rendu le 2 Avril 1940 par le tribunal militaire de la 6ème Région, en application du décret du 1.9.39"

Je vous prie de m'adresser à son sujet, un rapport établi dans le sens indiqué au 3ème alinéa du § 22 (avec la présente note en retour.)

Paris, le 10.10.44
 P. le Chef du Service
 du Matériel et de la Traction
 Signé : BAILLEUL.

S. N. C. F.

4
G - Tirage : 180 ex.

Région de l'Est

Paris, le 5 janvier 1945

DIRECTION

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

N° 41

Je crois utile de vous préciser ci-après les conditions dans lesquelles les agents qui ont été rayés des cadres pour motifs ne relevant pas de leur activité professionnelle, et dont la réintégration est envisagée, doivent subir l'examen médical :

- 1°- si l'ex-agent doit être affecté à un service intéressant la sécurité (comme titulaire ou faisant fonctions), il convient de lui faire passer une visite de sécurité devant le médecin examinateur.
- 2°- si l'ex-agent n'est pas destiné à un poste intéressant la sécurité, il sera adressé au médecin de section de sa résidence avec formule de rapport mod. P.X.32. Le Service demandera au médecin de lui faire connaître si l'intéressé peut remplir ses fonctions antérieures de ou, dans la négative, à quel emploi il est apte.

P. le Directeur,
Directeur de la Région p.i.,
L'Ingénieur en Chef,
Chef des Services Administratifs,
signé : MONET.

MATERIEL & TRACTION

Paris, le 11 janvier 1945

Subdivision
du Personnel

Messieurs les Chefs de Division,
Subdivision,
Arrondissement
et assimilés,

N° 1445 PA 3
(Cl^t : P 10 d)

Pour les suites.

La réintégration des agents rayés des cadres pour motifs ne relevant pas de leur activité professionnelle a fait l'objet de la lettre N° P 1258 du 8 novembre 1944 du Service Central P (ma transmission N° 415 PA 4 du 20.11.1944).

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

N° 106/19 COPIE à : 5 CHEFS

LT/MS pour me signaler les agents affectés à un service de sécurité sur Etat-navette mensuel. Pour les autres agents, je vous adresserai les P.X.32 nécessaires.

NOISY, le 16 Janvier 1945
Le Chef d'Arrondissement du Matériel,

COPIE transmise à : Personnel (2 ex.) dont 1 à M. PERRIN, pour agir de même.

Le Chef d'Arrondissement
Signé ST. BURGUET

Cellule 1(Visites de sécurité à provoquer au fur
Cellule 2(et à mesure pour 1°/
M. GOUSSET, pour les R.M. concernant 2°/
M. LUCOT. NOISY, le 16.1.45

PARIS, le 28 septembre 1944

Messieurs les Chefs d'Arrondissement

Je vous donne ci-dessous copie d'un memento indiquant les cas dans lesquels on peut proposer la réintégration d'agents révoqués pour vols.

"A - Exemples de cas dans lesquels on peut proposer la réintégration d'agents révoqués pour vol.

" 1°- Vols au préjudice de l'Armée allemande

" Prises de guerre ou plus généralement marchandises françaises à destination de l'Allemagne ou destinées à l'Armée allemande.

" 2°- Vols commis pendant la période troublée de 1940

" "Récupération" de marchandises éparses dans la rue, dans des maisons abandonnées, dans des magasins pillés, sur les routes, dans des wagons détériorés.

" 3°- Vols au préjudice de la S.N.C.F.

" Charbon (ramassage sur les voies - petits prélèvements répétés sur les machines ou dans les soutes), pétrole, huile, carburant (résidus ou petites quantités), petit outillage, petits matériaux de construction (traverses, planches, ciment, etc....).

"B - Dans les cas ci-dessous la réintégration pourra être proposée si une telle mesure de clémence est justifiée, soit en raison du peu d'importance du vol, soit en raison des circonstances de ce vol, de la situation de famille de l'agent, de la qualité et de l'ancienneté des services de l'intéressé, de l'absence de récidive....

" 1^{bis} - Vols au préjudice de tiers

" Pailles de terre, fourrage, bois, animaux de basse-cour (quantités limitées bien entendu).

" 2^{bis} - Profits et recels de vols

" Acceptation de petites quantités de vin ou de denrées volées, en connaissant la provenance ou de grosses quantités si la provenance frauduleuse n'a pas été révélée ou ne l'a été qu'après l'acceptation.

" 3^{bis} - Vols de marchandises confiées au transport

" Petits détournements (sans qu'on puisse supposer qu'il y a récidive) (Par exemple 1 fromage, un paquet de biscuits.....).

" Participation à un vol par équipe d'agents de grade peu élevé craignant des représailles de leurs supérieurs en cas de refus. Ramassage de denrées ou marchandises diverses : céréales - farine - charbon - boîtes vêtements - linge, échappés d'une caisse brisée, d'un sac éventré. Petits prélèvements de vin à des fûts ou foudres préalablement percés par d'autres ou en vidange.

" En principe on ne proposera pas la réintégration d'agents ayant volé dans des colis destinés à des prisonniers de guerre".

.....

Lorsque vous recevrez une demande de réintégration, vous me transmettez, avec votre avis, par la voie hiérarchique et ce même si cas de l'intéressé n'est pas prévu au memento.

D'autre part je vous ai adressé, avec ma lettre 365 PA 4 du 23 courant, des listes d'agents révoqués pour vols de juillet 1940 à nos jours en vous priant de rechercher d'ores et déjà les cas de vols au préjudice des Allemands; vous pouvez conserver ces listes à titre d'aide-mémoire mais il sera inutile d'entreprendre les investigations assez laborieuses que je vous avais prescrites pour l'ensemble des révoqués; ces dernières ne seront à faire qu'à réception d'une demande de réintégration et si le cas du demandeur ne ressortit pas aux 5 derniers paragraphes du memento.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Thur

Confidentiel
M. Rixaud R.
Poronville

Copie pour le P. et au G.A.P.

80/9/44

fait le 10/11/44

ALC

Moisy-le-Sec, le 18 Août 1944

Monsieur le Chef du Service
PERS AN° 1970 P/10

Je vous retourne ci-joint l'état
qui était joint à votre note 356 PA4 du
11 courant complété par les seuls rensei-
gnements concernant la réintégration des
intéressés.

Tous nos documents confidentiels
concernant cette affaire ont, en effet,
disparu lors du bombardement du 18-4-44.

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT
DU HAUT-RIEN

Signé : VALLANCHEN

80

DEFRENE, Jules, aide peintre, Ateliers de Noisy
 LANSARDIERE, Raymond, aide-serrurier ferreur,
 ateliers de Noisy
 KOCHERT, Emile, monteur-électricien, ateliers
 de Noisy
 BOSCHIAU, Georges, menuisier, entretien de
 Vaires
 CAREY, Germain, aide-ajusteur, entretien de la
 Varenne
 DELESQUE, Jules, aide-ajusteur, ateliers de
 Noisy
 KUHN, Marcel, ajusteur, ateliers de Noisy
 LEVERT, Marcel, serrurier-ferreur, entretien
 de Vaires
 RENE, Fernand, manoeuvre, ateliers de Noisy
 PETIT, René, Chef de Brigade d'ouvriers,
 ateliers de Noisy
 BRICHE, Alfred, ajusteur-monteur, ateliers
 de Noisy
 TULSANE, Marcel, ajusteur, entretien de La
 Varenne
 THOMAS, Jean, distributeur, entretien de
 Vaires
 HANNOTIN, Pierre, menuisier, ateliers de
 Noisy
 THOMAS, Abel, aide-ajusteur, entretien de la
 Varenne
 WEINGARTNER, Edouard, ajusteur, entretien de
 Vaires
 WEISSENBACHER, Jean, mouleur à la main, ate-
 liers de Noisy
 CEUTELAS, Paulin, menuisier, ateliers de
 Noisy
 WELSCHER, Louis, ajusteur, entretien de
 l'Ourcq
 CHAUME Raymond, ajusteur-monteur, ateliers
 de Noisy
 HERBELIN, Roger, ajusteur, ateliers de Noisy
 BEAUQUEL, Jules, serrurier-ferreur, entretien
 de Vaires
 NOE, Marcel, aide-sciur, ateliers de Noisy
 RESCOUSSIE, Maurice, ferblantier, ateliers de
 Noisy
 DONNETTE, René, ajusteur, entretien de Vaires

Est-il interné ? Renseignements d'or
 si oui, indiquer dre professionnel
 le camp s'il est sur les services d
 connu l'agent avis sur s
 réintégration

Nous ne pouvons répondre, nos documents confidentiels sur cette ques-
 tion ayant été détruits lors du bombardement du 18-4-44.

Même observation en ce qui concerne l'appréciation exacte de chacun des
 intéressés.

Néanmoins, par mesure d'apaisement, nous sommes d'avis de réintégrer tous
 les agents faisant l'objet de la présente liste.

D.41.420/7
P. I.134

Paris, le 14 septembre 1944

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions,

Messieurs les Directeurs des Services Centraux

Depuis l'armistice des mesures d'exclusion ont été prises à l'égard de certains agents pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle.

Ces agents se classent en 4 catégories :

- a) Agents licenciés par arrêté ministériel pris en application de la loi du 18 Septembre 1940 étendant aux agents de chemin de fer la loi du 17 juillet 1940 concernant les fonctionnaires de l'Etat - et des lois qui ont prorogé la loi du 18 Septembre 1940.
- b) Agents révoqués d'office par application de l'article 55 § 2 de la Convention Collective à la suite de condamnation sans sursis:
 - pour crime ou délit contre la Sécurité de l'Etat
 - pour infraction aux lois réprimant les menées antinationales.
- c) Agents juifs ne remplissant pas les conditions énumérées à l'article 3 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs.
- d) Agents ayant appartenu à une association secrète et ayant fait une fausse déclaration de non appartenance à une telle Société (loi du 15 Août 1940). Ces agents ont été déclarés démissionnaires d'office.

Il vient d'être décidé de prendre à l'égard de ces 4 catégories d'agents des décisions suivantes :

- a) Les agents qui ont été licenciés par arrêté ministériel pour des motifs qui n'impliquaient pas une faute professionnelle relevant du Conseil de discipline, seront réintégrés d'office dès qu'ils en feront la demande.

Toutefois, certains agents ont été licenciés en raison de l'insuffisance ou de la médiocrité des services rendus. Leur réintégration n'aura lieu sur leur demande, qu'après examen de leur dossier et vous m'adresserez des propositions soit en vue de leur réintégration, soit en vue du maintien de la décision prise.

- b) Vous réintégrerez d'office sur leur demande les agents révoqués d'office dans les conditions ci-dessus précisées lorsque la condamnation qui a motivé leur révocation a été prononcée postérieurement à l'Armistice.

Pour ceux dont la condamnation était antérieure à l'armistice, vous noterez leur demande et je vous adresserai ultérieurement des instructions à leur sujet.

- c) Agents israélites
- d) Agents francs-maçons.

L'Ordonnance du 9 août 1944 du Gouvernement provisoire ayant annulé les actes qui établissent ou appliquent une discrimination quelconque fondée sur la qualité de juif, ainsi que tous les actes relatifs aux associations dites secrètes, les agents de ces deux catégories, licenciés ou déclarés démissionnaires d'office doivent être réintégrés au fur et à mesure qu'ils se présentent.

Les agents réintégrés seront replacés dans leur ancienne position ou, si les nécessités de service ne le permettent pas (notamment s'il s'agit de grades dont l'ancien poste n'est pas vacant) dans une

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Région de l'EST
MATÉRIEL ET TRACTION
EST - MOD. 453 A bis (Facture)

04298
DEMANDE
DE BLANCHISSAGE ET DE RÉPARATION

de Linge de Bureau ou d'Atelier (1)
Linge de Matériel à Voyageurs (1)
adressée par **DEPOT DE LA VILLETTE - 103**
aux Ateliers de **ATELIERS DE NOISY - 310**

N° du bon 50

Date de la demande 8-12-38

LE CHEF DE SERVICE LOCAL

Remplacement des objets reconnus irréparables
demandé au Magasin d'Ateliers de Noisy 353
par bon 564 N° 89254 du 12/1/39
demandé aux Services Techniques de l'Exploitation
par bon 737 N° 89439 du 11/2/39



NUMÉRO
ET DATE
de l'avis
d'expédition
des objets

DÉSIGNATION
NUMÉRO DE NOMENCLATURE : 8362

QUANTITÉS
QUANTITÉS
irréparables
RESTE
PRIX
UNITAIRE
SOMMES

* BLOUSES * COMBINAISONS MARQUÉES DRAPS de lit DRAPS sacs EMBRASSES ESSUIE-MAINS sans fin, en toile. — de — sans fin, en tissu éponge — de — ordinaires. ESSUYAGES ÉTUIS pour draps sacs HOUSSES pour lits de mécaniciens — de — — de — — de — — de — — de — IMPOSTES * PANTALONS bleus RIDEAUX SERVIETTES de toilette en tissu éponge — de — — de — en toile — de — de réfectoire * TABLIERS bleus — de — treillis TAIES d'oreillers — de — de traversins TORCHONS à vaisselle * VESTES bleues. Pantalone	Grandes 11°4 Moyennes. Petites.	1	1	0		
		3	1	2	2.72	5.44
		8		8	2.92	23.36
		3		3	0.93	2.79
		4	1	3	0.91	2.73
		1		1		1.57
		2		2	11.08	22.16
		2		2	11.08	22.16
TOTAL						50.21

VU ET TRANSMIS

le Bonle - 2 JAN 1939
Recu } l'Objetle - 3 JAN 1939

Expédié le 14/12/39
Ons 20 N et 127 N.

Nombre de feuilles du présent bon

Feuille N°

résidence de leur choix. Ils conserveront en principe leurs anciennes fonctions.

Je vous ferai connaître ultérieurement comment sera réglée leur situation, tant au moment de leur réintégration que pour la période comprise entre leur radiation des cadres et leur remise en service.

Je vous ferai également connaître les mesures à prendre:

- d'une part, à l'égard des agents qui, antérieurement à la présente décision, ont déjà fait l'objet d'une mesure de réintégration,
- d'autre part, à l'égard des agents licenciés ou déclarés démissionnaires d'office qui, ayant plus de 15 ans de commission, et, par suite, jouissant d'une retraite proportionnelle, n'auront pas demandé leur réintégration.

Enfin, je vous prie de faire connaître au Service Central du Personnel, au fur et à mesure, les réintégrations auxquelles vous procéderez.

P. le Directeur Général,
Le Directeur du Service Central
du Personnel,
signé : CAMBURNAC

S.N.C.F.
Région EST

N°2571

Paris, le 16 Septembre 1944

Monsieur le Chef de Service
du Matériel et de la Traction,

OBJET - Réintégration d'agents ayant dû cesser leur service
pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle

Je vous adresse pour valoir instruction copie de la lettre P. II34 du 14 Septembre 1944 de M. le Directeur du Service Central du Personnel relative à la réintégration d'agents ayant dû cesser leur service pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle.

Je signale tout particulièrement à votre attention qu'il convient de comprendre dans la catégorie b) de la lettre P. II34 les agents révoqués d'office par application de l'art. 1er du décret du 9 avril 1940.

Les réintégrations d'office seront prononcées :

- a) pour les agents des échelles I à 7 par les Chefs d'arrondissement;
- b) pour les agents des échelles 8 à 18 par vos soins.

Si des agents licenciés à raison de leur insuffisance ou de la médiocrité de leurs services sollicitaient leur réintégration, vous auriez à m'en adresser les dossiers avec votre avis sur leur demande.

Enfin, vous voudrez bien me faire parvenir, en double exemplaire, par état de modèle ci-joint, au fur et à mesure qu'ils seront réglés, la liste nominative des agents réintégrés.

P. le Directeur de la Région
L'Ingénieur en Chef,
Chef des Services Administratifs
signé : MONET

MM. VIGNON, P.
LEFORT
MONET
V.D.

CC M

P.2539/15

Copie transmise à :

5 Chefs

M. PERRIN -

GAP LA CHEF D'ARRONDISSEMENT

CO. BERNIER

en les invitant à s'adresser à la direction
des relations pour qu'ils
Noisy-le Sec

Le 26/9.44

Nom et prénoms
de l'agent auquel
s'adresse la demande

Garnier, Georges, Charles

Grade: laveur. décapant

Résidence: Ateliers de Joinville-le-Sec

Exposé succinct du motif de la demande.

Jours vous êtes absente irrégulièrement la journée
du 22 mai 1923.

Jours êtes invitée à fournir, ci-dessous, vos
explications écrites à ce sujet.

Joinville-le-Sec, le 23 Mai 1923

L⁽³⁾ Chef D^r de l'Atelier

(4)

Explications écrite de l'agent⁽⁴⁾

M^{me} femme ayant été indisposée au moment de
mon départ de Joinville, (après M^{me}) j'ai été obligé de
reporter mon retour d'une semaine, de sorte que je n'ai
pu reprendre mon service que le mardi 23, Mai, étant
arrivé à Paris le Mardi, j'ai fait présenter par le
Monsieur Spécialiste Biscuit, une lettre d'explications à
ce sujet

le 23-5-23

M^{me} Garnier

(1) Selon le cas, explications, observations, déclaration, etc ..

(2) Subdivision du Service.

(3) Chef direct.

(4) A dater et à signer in fine.

A RETOURNER AU
BUREAU DU PERSONNEL
DANS LE PLUS BREF
DELAI

Note adressée à *Sefior Lapointe*

Sefior

Prière de me renseigner bien complètement
sur la conduite et la manière de servir
de *L'aposteur* à l'essai
Mathieu Larive placé sous vos

ordres et me faire connaître si cet agent a donné lieu à des observations au point de vue de ses aptitudes physiques telles que : faiblesse de la vue, surdité, daltonisme, faiblesse de constitution, etc.....

Votre réponse devra m'être adressée sous pli cacheté et porter sur l'enveloppe la mention "PERSONNELLE"

<p>APRES 43 mois de service Noisy, le 11.12.37 L'Ingr des Ateliers,</p>	<p>Renseignements complément^{res} (réservé au B. du Personnel) <i>opéant</i></p>	<p>REPONSE <i>Valeur professionnelle faible</i> <i>et façon de servir passables.</i> <i>Manque d'initiative dans son travail.</i> <i>Sans observations au point de vue aptitudes physiques.</i> Noisy, le 11.12.37 Le Chef d'Atelier <i>Lapointe</i></p>
---	---	---

<p>APRES 67 mois de service Noisy, le 15.4.38 L'Ingr des Ateliers,</p>	<p>Renseignements complément^{res} (réservé au B. du Personnel) <i>opéant</i></p>	<p>REPONSE <i>Bon travail à l'ajustage du 1.3.38 au 31.3.38-</i> <i>Valeur professionnelle bonne</i> <i>2. a donné lieu à aucune remarque</i> Noisy, le 19.4.38 Le Chef d'Atelier <i>Camus</i></p>
--	---	---

<p>Après 10 mois de service Noisy, le 15.7.38 L'Ingr des Ateliers,</p>	<p>Renseignements complément^{res} (réservé au B. du Personnel) <i>opéant</i></p>	<p>REPONSE et avis sur affiliation <i>Il est amélioré dans sa façon de servir, ainsi que dans la conduite de son travail.</i> <i>Pour être affilié.</i> Noisy, le 13.7.38</p>
--	---	---

Paris, le 30 Septembre 1944

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

P.1162

Par lettre P.1134 du 14 septembre, je vous ai donné des instructions concernant la réintégration des agents à l'égard desquels des mesures d'exclusion ont été prises pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle.

Je vous prie de prendre note des dispositions complémentaires suivantes :

1°) Je vous ai prescrit de ne pas réintégrer d'office les agents qui avaient été licenciés par arrêté ministériel "en raison de l'insuffisance ou de la médiocrité de leurs services", et, dans le cas où vous seriez saisis de demandes de réintégration de la part de certains d'entre eux, de m'adresser des propositions à leur égard.

Je vous prie, sans attendre que ces agents vous adressent une demande, de me faire parvenir pour chacun d'eux un dossier exposant d'une façon bien complète les motifs pour lesquels leur maintien en service avait été jugé indésirable donnant tous renseignements utiles sur leur carrière, leurs dernières fonctions et leur notation, et enfin donnant votre avis sur l'opportunité de leur réintégration.

2°) Cette même lettre vous prescrivait également de ne réintégrer, jusqu'à décision ultérieure, parmi les agents révoqués d'office à la suite de condamnations pour menées antinationales, que ceux dont la condamnation a été prononcée après l'armistice.

Je vous prie de réintégrer également tous les agents condamnés antérieurement à l'armistice qui ont été révoqués, soit par application de l'article 55 modifié de la Convention Collective soit, antérieurement à la modification de cet article, après avis du Conseil de Discipline, lorsque la condamnation prononcée l'a été en vertu du décret du 26 septembre 1939 portant dissolution du parti communiste. Une ordonnance du 1er juillet 1943 a en effet abrogé ce décret et amnistié les infractions à ces dispositions.

En ce qui concerne les agents qui, condamnés antérieurement à l'armistice, l'ont été en vertu d'autres décrets ou textes légaux et sans que le jugement ait fait mention du décret du 26 septembre 1939, vous m'adresserez, sans attendre de leur part une demande de réadmission, des dossiers individuels indiquant pour chacun d'eux les nom, grade et résidence, - la date de la condamnation et la nature de la peine, - le titre exact du Tribunal ayant prononcé la peine (Police Correctionnelle... Tribunal Militaire) - les motifs de la condamnation -, en tous cas, les lois ou décrets en vertu desquels la condamnation a été prononcée, - la date de la révocation - enfin votre avis sur l'opportunité d'une réintégration.

3°) Les agents réintégrés, qu'il s'agisse d'agents qui avaient été licenciés, révoqués ou déclarés démissionnaires d'office, seront replacés sur leur échelle avec l'échelon et l'ancienneté qu'ils auraient s'ils n'avaient pas cessé leur service.

D'autre part, ceux qui, figurant sur un tableau d'aptitude ou une liste d'aptitude, auraient obtenu un avancement s'ils n'avaient pas cessé de faire partie

de notre personnel recevront cet avancement avec effet rétroactif de la date à laquelle ils l'auraient obtenu; leur nouveau grade leur sera attribué en augmentation provisoire de l'encadrement, si aucune vacance n'existe dans le grade à attribuer.

4°) Vous adresserez (à leur dernière adresse connue) à chacun des agents dont la réintégration d'office est d'ores et déjà décidée une lettre recommandée avec accusé de réception les avisant que leur révocation (ou licenciement) est annulé, et les priant de faire connaître s'ils désirent reprendre leur service et dans quelle résidence.

5°) Enfin, vous voudrez bien, pour chacun des agents susceptibles d'être réintégrés, calculer le montant des sommes qu'il aurait touchées (en supposant qu'il n'ait changé ni de grade, ni de résidence, ni de situation de famille), pendant la période où il a cessé de faire partie de notre personnel et jusqu'au 1er Septembre 1944. Vous établirez aussi le relevé des sommes qui lui ont été payées au titre d'allocation mensuelle, secours à la famille, arrérages de retraites. Vous tiendrez ce renseignement à ma disposition pour le cas où je vous le demanderais.

Je ne suis pas encore en mesure de vous faire connaître si une rémunération sera versée aux agents réintégrés pour la durée de leur absence : le Ministre ne nous a pas fait connaître ses directives à ce sujet.

Le Directeur,

Canebour

Collec
D'autre part, les Arrondissements devront préparer dès maintenant le travail comptable prévu au 5°, en liaison avec le Bureau de Solde et le Service des Retraites; en cas d'hésitation, on demandera des renseignements à PERS (groupe B1).

Enfin, je rappelle que l'état en triple exemplaire demandé ^{dans} mon transmis 367 PA4 devra me parvenir au fur et à mesure des réintégrations.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

copie a
P.S. a titre de renseignement, les agents a-après de ras ateliers de Voisy
sont actuellement occupés par les chemins de fer algériens
MM. Pariche Alfred, ajusteur monteur à Sidi-Mabrouk
Lansardière Raymond aide s.f. à Sidi Bel Abbès

m. Briot m.

m. Bricard B

Dessoull

Collec - G.A.P.

note sollicitée avant être déposée, nous ne pourrions plus que la
liste de ce a fait qui nous a été adressée il y a quelques semaines
par le Bureau de Personnel.

Avis de se reporter la dite liste pour être en mesure de le faire
savoir de -

12/10/49

PERS

N° 356 PA4

~~CONFIDENTIEL~~
17.8.44

Messieurs les Chefs d'Arrondissement

Je vous communique sous ce pli une liste d'ex-agents de votre Arrondissement qui ont été soit licenciés, soit révoqués depuis le début des hostilités pour des motifs d'ordre politique. Je vous prie de me la retourner le plus tôt possible (avant le 21 août, compte tenu des difficultés de communications) complétée par l'indication du lieu d'internement actuel - (le cas échéant et si vous le connaissez) et par des renseignements d'ordre professionnel sur les services des intéressés ainsi que par votre avis sur leur réintégration.

Bien entendu, ajouter les agents qui auraient pu être omis sur cette liste (par exemple, des agents non commissionnés qui ont été congediés pour le même motif).

Le Chef du Service du
Matériel et de la Traction,

[Signature]

M. Vallancey

*vous ne pouvez répondre pour la 1^{re} colonne,
mais vous pouvez donner votre avis pour la 2^e.*

18/8/44

7

ML 1

Paris, le 4 octobre 1944

Société Nationale
des
Chemins de fer français

Région EST

N° 2694

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

ML-1
P. Entrée N° 3186

OBJET : Réintégration d'agents ayant cessé leur service pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle

Je vous adresse, pour valoir instruction, copie de la lettre P.1162 du 30 septembre 1944 de M. le Directeur du Service Central P complétant la lettre P 1134 du 14 septembre 1944 relative à la réintégration d'agents ayant cessé leur service pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle.

Pour ce qui concerne :

- 1°- les agents licenciés en raison de l'insuffisance ou de la médiocrité de leurs services;
- 2°- les agents révoqués, condamnés antérieurement à l'armistice en vertu de décrets ou de textes légaux autres que le décret du 26 septembre 1939,

je vous prie de m'adresser, avec votre avis, pour chacun des intéressés, les dossiers demandés par le Service Central P.

Je vous laisse le soin d'adresser aux agents dont la réintégration d'office est d'ores et déjà décidée, la lettre recommandée visée au 4° de la lettre P. 1162.

Enfin, vous voudrez bien faire préparer dès à présent les décomptes faisant l'objet du 5°.

P. le Directeur de la Région
L'Ingénieur en Chef,
Chef des Services Administratifs,
signé : MONET.

MM. WISDORFF, LEFORT, MONET, VB

SNCF-MT/E

PERS

Paris, le 10-10-44

N° 377 PA4

Messieurs les Chefs de Division
de Subdivision
et d'Arrondissement

Clt P7

Pour gouverner et prendre note, suite à mon transmis 367 PA4 de la lettre P 1134 du 14.9.44

Les Chefs d'Arrondissement adresseront eux-mêmes, dès réception de la présente, à chacun des agents révoqués ou licenciés pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle la lettre recommandée prévue au 4° de la lettre P 1162. Je rappelle que je vous ai communiqué une liste des agents en cause avec ma lettre 356 PA4 du 11 août dernier (une liste par Arrondissement).

Les cas envisagés par la lettre P 1162 au 1° "licenciement en raison de l'insuffisance ou de la médiocrité des services" et au 2° "révocation d'office par condamnation antérieure à l'Armistice en vertu de textes légaux autres que le décret du 26.9.39" sont très peu nombreux et n'existent qu'aux 1er, 4ème et 5ème arrondissements de Traction et à l'Arrondissement du Matériel de Nancy auxquels je donne des instructions particulières.

GAP 14 10 - 100/100

P. Entrée NS
N° 1123

M. 1

Personnel - M. Pexin - Grosse-nous des agents sans cas
dans l'arrondissement ?

C1. M. 100/100
C2. M. 100/100
C3. M. 100/100
C4. M. 100/100
C5. M. 100/100
C6. M. 100/100
C7. M. 100/100
C8. M. 100/100
C9. M. 100/100
C10. M. 100/100

Personnel

Je n'en connais pas à Paris. Le Sec.
Voir le G.A.P. qui est chargé de la réintégration de ce genre.

Bsld/13

de la réunion du 15 Février 1945
de la Commission Consultative du Personnel

8 - REINTEGRATION, APRES AVIS DES COMMISSIONS D'AMNISTIE, DES AGENTS SE TROUVANT EN ALLEMAGNE.

Les commissions d'amnistie peuvent être amenées à proposer la réintégration d'agents qui, ayant été révoqués ou rayés des cadres, se trouvent actuellement en Allemagne.

Il est précisé que la réintégration ne devra avoir effet que du jour où l'intéressé se présentera pour reprendre son service. C'est d'ailleurs la règle générale qui est appliquée aux agents dont la réintégration a été décidée.

Cependant, s'il était connu ou si la famille faisait connaître que l'un d'entre eux est décédé, on le considérerait comme réintégré pour ordre à la date de son décès et décédé en activité de service, et sa situation serait réglée en conséquence.

Paris, le 8 Mars 1945

N° 807

Monsieur le Chef du Service du
Matériel et de la Traction

Je vous adresse, ci-joint, copie du P.V. de la réunion tenue le 15.2.45 par la Commission Consultative du Personnel, en appelant votre attention sur les questions suivantes:

8 - Pour prendre note et faire le nécessaire, le cas échéant, pour ceux des intéressés dont le décès, survenu en Allemagne, vous aurait été signalé par leur famille.

P. Le Directeur
Directeur de la Région
L'Ingénieur en Chef

Chef des Services Administratifs

MONET.

SNCF-MT/E

Paris, le 21 Mars 1945

PERS/B

Messieurs les Chefs de Division

Subdivision

Arrondissements et
assimilés

N° 100 Pbsld

Cl^t P 10a

Pour prendre note, agir de conformité et me soumettre, le cas échéant, les propositions rectificatives en régularisation.

P. le Chef du Service du
Matériel et de la Traction,
Le Chef de la Division
du Service Général,

[Signature]

BON DE COMBUSTIBLE

OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

EST. — MOD. P-XII-2 A

A LIVRER A LA GARE DE (1)

A REMETTRE A L'AGENT (2)

(EN SACS (1))

(EN VRAO (1))

Nom, Prénom et Adresse de l'Agent

N° d'attachement

Marié (1), Célibataire (1), avec } enfants (2) ou parents à charge
Veuf (1), sans }

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Domicile (Localité, Rue, Numéro)

étage (descente (1) montée (1) distance mètres). (3)

Etablissement d'emploi de l'Agent (4)

Arrondissement

Dépôt ou Magasin livreur

QUANTITÉ LIVRÉE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et de leur valeur
Supplément pour livraison en sacs.....			
Somme à payer.....			

(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°.....
(1) Livraison à grouper.
(1) Suivant disponibilités.

RETENUE A FAIRE en fois. (Voir (Instruction Générale n° 33)

Timbre à date de l'Étab. d'attache

Timbre à date du fournisseur

ECHELONNEMENT DES RETENUES

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre

- (1) Rayer les mentions inutiles.
(2) Pour les demandes de bois seulement.
(3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement.
(4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.

S. N. C. F.

•

.....

004-000-000

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT
DU MATÉRIEL

110 CATÉGORIE

Période du 1.10.26 au 30.9.27
Durée de cette période, décomptée en jours : 365 j.

Liste de classement

N° 110 MG 2

Poste tenu Inscriptions aux livres des
adresses diverses et des évincés-Prépara-
tion des dossiers d'essais et classement
des pièces-Entrée de la correspondance-
Etablissement des demandes de prix et des
commandes d'essais-Inscriptions au livre
des fournisseurs-Tenue à jour de la nomen-
clature des groupes de l'Annexe Chateau-
Remplacements d'agents-London

Feuille signalétique

(1) 4 ans 8 mois
a) de M. Monsieur BRASSEUR Louis
Emile Amédée
b) 5 ans 7 mois
Grade : Employé
Résidence : PARIS
c) 29 ans - mois
Exercice se terminant le 30/9/1928

DATES des changements de traitement au cours de l'exercice

TRAITEMENTS successifs correspondants et ancienneté dans le dernier traitement

NOMBRE DE JOURS d'interruption pour maladie H.S. (M), pour congé S.S. (C), absence S.S. (A) (4)
Nombre, nature et importance des punitions encourues (Pu).

NOTES ATTRIBUÉES

par le :

Value professionnelle

Conduite et travail

Difficulté du poste

TOTAL formant note de mérite

Appréciation du Chef chargé de noter au 1^{er} degré :

Dévoué et consciencieux

(Signature)

Appréciation du Chef de service régional :

Avis Conforme

(Signature)

septembre de l'exercice, en années dans l'échelle ; services depuis Origine de Carrière sion ;

de l'agent. lieu les mutations ayant précédé ou mode pour laquelle est établie la uille. absences ayant fait l'objet de disciplinaires entraînant par elles- sion de la gratification. ministration Centrale: Timbre de iption régionale. on : Timbre de l'établissement qui euille. section ou Subdivision du S. C.

Observations (2)

Région de l'EST

(application des dispositions de la lettre P.II34
du 14.9.44)

Nom et Prénoms	Grade	Résidence		Catégorie dont relè- ve l'inté- ressé (a,b,c,d) de la let- tre P.II34	Date de la radia- tion des cadres	Date de remise en service	Observa- tions
		Avant révoca- tion ou licencie- ment	Après réin- tégra- tion				
HANNOTIN Pierre	manivier	Ateliers de Noisy-le-Sec	Ateliers de Noisy	a	19.11.1940	16.10.1944	
MULLER René	ajuteur- monteur	d°	d°	b	7.3.1940	16.10.1944	
WEISSENBACHER Jean	mouleur à la main	d°	d°	a	26.8.1941	16.10.1944	
PETIT René	chef de brigade d'ouvriers	d°	d°	a	30.11.1940	16.10.1944	Noisy-le-Sec, le 20 oct. 1944